

LA LETTRE PRO

L'ACTU SANTÉ POUR LES PROS DE CENTRE-VAL DE LOIRE



N° 81 - du 19 septembre 2025



L'ENTRETIEN DE LA SEMAINE

Dr Aymeric Sève

infectiologue au CHU d'Orléans

« La vigilance des collectivités, des soignants et des citoyens est essentielle »

Dans notre interview de la semaine, Aymeric Sève répond sans détour aux nombreuses questions soulevées par la découverte du premier cas autochtone de chikungunya dans la région. Globalement rassurant, il détaille les nombreuses actions menées pour anticiper et gérer le risque épidémique... et endémique. Son message est clair : il faudra composer avec les arboviroses dans les années futures.

Le chikungunya est une maladie tropicale de plus en plus souvent diagnostiquée en France. Quelles sont les grandes caractéristiques de ce virus ?

Comme Zika ou la dengue, le chikungunya est un virus de la famille des arboviroses. Il est transmis par des moustiques, et plus particulièrement par le moustique-tigre en Europe. Découverte il y a soixante-quinze ans en Afrique de l'Est, cette maladie tropicale était principalement présente dans les zones tropicales et subtropicales. Elle a été diffusée via l'homme et les mobilités internationales, notamment par le biais du transport maritime, devenant ainsi une menace émergente dans les zones tempérées. Sa propagation a également été favorisée par le réchauffement climatique, car les hivers doux et les températures élevées raccourcissent le cycle de reproduction du moustique et du virus, ce qui augmente le risque épidémique. Les symptômes les plus courants sont la fièvre, les douleurs articulaires (mains, pieds), les éruptions cutanées et les ganglions. La mortalité est faible (1 pour 1000), mais les douleurs peuvent persister plusieurs

mois, surtout chez les personnes âgées ou avec des comorbidités. Il n'existe pas de traitement curatif, seulement des traitements symptomatiques. Deux vaccins préventifs ont néanmoins été autorisés en France... et récemment utilisés à La Réunion.

Un premier cas autochtone de chikungunya a été identifié dans la région, à Orléans. Quels sont les principaux enjeux en matière de détection et de surveillance ?

Les cas importés proviennent souvent de zones épidémiques, comme La Réunion, où les personnes sont piquées avant de revenir en métropole et de développer les symptômes. Nous parlons ici du premier autochtone de chikungunya dans la région, ce qui signifie que la personne n'a pas voyagé et a contracté le virus localement, via un moustique-tigre infecté. Le chikungunya étant une maladie à déclaration obligatoire, chaque diagnostic entraîne une remontée d'information. Ce système permet de détecter les cas, même si la majorité d'entre eux passent inaperçus en raison de symptômes légers. La présence du moustique-tigre, principal vecteur de la maladie, est activement surveillée par l'Agence régionale de santé. Si la vigilance reste de mise, aucune flambée épidémique ne doit être redoutée à ce stade. La surveillance et les diagnostics permettent de contenir les risques. Précision notable : le dépistage du chikungunya repose sur deux tests sanguins, soit une PCR pour détecter le virus en phase virémique, soit une sérologie lorsque le virus n'est plus présent dans le sang, généralement après la première semaine de symptômes. Le premier cas autochtone en Centre-Val de Loire n'est donc ni un phénomène isolé ni un signal alarmant. Selon Santé publique France, 1 000 cas importés et 400 cas autochtones ont été enregistrés cette année en métropole, essentiellement dans le sud du pays. Le moustique-tigre s'installe progressivement dans les départements français, non sans augmenter le risque de transmission locale.

Comment se protéger et limiter sa propagation avant la « trêve hivernale » ?

Les collectivités, les soignants et les citoyens devront conjuguer leurs efforts pour circonscrire le risque épidémique, en cassant les chaînes de contamination. Les professionnels de santé seront naturellement en première ligne. Même sans voyage dans une zone endémique, un patient présentant un tableau clinique compatible doit désormais être testé. Cette vigilance accrue est essentielle, notamment dans les consultations de médecine générale. Une réunion entre médecins hospitaliers et généralistes lors des Journées médicales orléanaises permettra d'aborder ce sujet. À l'hôpital, bien que les cas graves soient très rares, les équipes doivent prévenir toute transmission nosocomiale. Des mesures concrètes sont prises, comme l'élimination des eaux stagnantes dans l'enceinte hospitalière, pour éviter la prolifération du moustique-tigre. Les collectivités jouent également un rôle clé dans la lutte contre les gîtes larvaires. Des actions ciblées telles que la démoustication ou l'installation de pièges, comme à Lamotte-Beuvron, sont mises en œuvre de manière systématique ou autour des cas confirmés. L'Agence régionale de santé coordonne ces nécessaires interventions. Les particuliers sont, eux aussi, un maillon essentiel de cette réponse collective. Ils doivent éliminer les récipients d'eau stagnante et se protéger des piqûres, notamment le jour et surtout en cas d'infection. Une personne malade doit utiliser des répulsifs pour éviter de transmettre le virus.

Les arboviroses pourraient devenir endémiques dans le pays, mais aussi dans la région. Comment limiter leurs impacts sanitaires ?

Chikungunya, dengue, Zika... Les arboviroses représentent une menace croissante et durable en France. Avec le réchauffement climatique, la circulation humaine accrue et la présence du

moustique-tigre du sud au nord du pays, le risque épidémique augmente et paraît presque inévitable. Il est donc crucial de ralentir leur propagation par des actions de prévention, de recherche et de sensibilisation, tout en développant une compréhension plus fine des mécanismes de diffusion pour mieux anticiper les impacts sanitaires. Nous ne sommes pas totalement démunis face aux arboviroses, avec lesquelles il nous faudra composer dans les années futures. Des vaccins préventifs existent pour le chikungunya et la dengue, et celui contre le Zika est en phase de développement avancé. La problématique posée par le virus du West Nile, transmis par le moustique Culex qui pique essentiellement la nuit, illustre la nécessité de penser plus globalement le sujet. Son mode de transmission impliquant les oiseaux migrateurs comme réservoirs et sa capacité à toucher des mammifères, tels que les chevaux ou les bovins, exige une approche « one health ».

« Le moustique-tigre est désormais implanté dans 81 départements métropolitains. Il est capable de transmettre plusieurs arboviroses, dont la dengue, chikungunya et Zika »

En quoi cette approche dite « one health » devient-elle incontournable ? Comment la région se positionne-t-elle sur le sujet ?

La santé humaine, animale et environnementale sont étroitement liées. En miroir de cette intrication, les arboviroses supposent une approche systémique et interdisciplinaire, qui doit notamment se traduire par une collaboration renforcée entre les médecins, les vétérinaires, les entomologistes ou les écologistes. Dans le Centre-Val de Loire, cette dynamique est déjà en marche. Le vétérinaire Henri Touboul a initié des réunions annuelles « one health » qui regroupent des experts issus de divers horizons. Porté par le CHU d'Orléans et soutenu par l'ARS, un projet de recherche ambitieux vise une amélioration de la surveillance des arbovirus. La région participe également au programme PREZODE ; un programme de recherche prioritaire, lancé dans le cadre du plan France 2030, qui s'inscrit dans une logique de prévention des zoonoses émergentes. Concernant le virus du Nil occidental, un projet de surveillance du moustique Culex est en cours dans le Loiret, avec une extension prévue dans toute la région.

Chikungunya : un engagement collectif et responsable !

La détection du premier cas autochtone de chikungunya dans la région, à Orléans-Loiret, a déclenché une réponse rapide et coordonnée. En lien avec Santé publique France, la préfecture et les opérateurs habilités, l'Agence régionale de santé a immédiatement lancé une enquête épidémiologique pour identifier les lieux fréquentés par le patient pendant la période de virémie et une enquête entomologique pour rechercher la présence du moustique-tigre autour de ces lieux. Outre une sensibilisation des professionnels de santé de la zone et un appel au signalement de tout symptôme évocateur pour identifier des cas secondaires, l'ARS communique activement auprès de la population locale pour rappeler les mesures de protection individuelle. Afin de prévenir tout risque secondaire, une opération de démoustication sera prochainement menée autour du domicile du patient contaminé ; les habitants concernés ont été informés via un flyer déposé dans leur boîte aux lettres. Non systématique*, cette initiative repose sur un seul et unique objectif de santé publique : éliminer les moustiques adultes, vecteurs du virus, et leurs gîtes larvaires. Indispensables au niveau national, ces actions de lutte antivectorielle se sont révélées efficaces pour limiter la propagation de ces virus dans les territoires ciblés. Relativement rare, le

lancement d'une opération de démoustication est conditionné par une analyse bénéfice/risque. Les produits biocides à base de deltaméthrine disposent des autorisations de mise sur le marché requises pour cette finalité. Les opérations de traitement adulticide sont effectuées par des professionnels dans des conditions strictement encadrées et à des concentrations bien plus faibles qu'en agriculture. Elles seront réalisées la nuit, dans un périmètre réduit, afin de limiter le risque d'exposition pour les populations et préserver les pollinisateurs tels que les abeilles. Les impacts sur la biodiversité sont donc relativement limités.

NB : la mobilisation pleine et entière des laboratoires de biologie médicale, publics et privés, pour traiter prioritairement et localement les prélèvements sanguins sera indispensable. Il leur est également demandé de transmettre rapidement aux centres nationaux de référence ou aux laboratoires désignés, les souches d'agent infectieux ou le matériel biologique de toute origine en sa possession en rapport avec de tels risques.

(*) Trois traitements biocides adulticides ont été réalisés dans la région Centre-Val de Loire pour un total de 77 cas importés de chikungunya (45) et de dengue (32).

SOMMAIRE

L'ENTRETIEN DE LA SEMAINE

Dr Aymeric Sève, infectiologue au CHU
d'Orléans

EN DIRECT DES TERRITOIRES

Le Centre hospitalier de Bourges inaugure
son service d'odontologie

La concertation au cœur de la révision du
zonage des médecins libéraux

Eure-et-Loir : une meilleure prise en
charge pour 50 enfants présentant des
troubles du comportement

Une opération de dépistage des AVC dans
un centre commercial de Chartres

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

382

cas autochtones de Chikungunya recensés
en France métropolitaine depuis le début
de l'année

LA MÉTÉO SANITAIRE

EN BREF

Médecins volontaires : la plateforme de
candidature est ouverte !

Autis'sport : sport et convivialité pour des
personnes atteintes de TSA

De nouveaux crédits pour la prise en charge
des maladies neurodégénératives

Espaces numériques de santé : une récente
cyber attaque en France

EN PRATIQUE

Les tout petits au cœur de la Semaine de la
sécurité des patients

APPELS À PROJETS

AU PROGRAMME

Forum Culture et santé à Bois

Dépistage de l'insuffisance cardiaque à
Chartres

10ème anniversaire de l'Equipe relais

Handicaps rares

Formation sur la place de l'échographie dans
le diagnostic de l'endométriome

Forum Bien vieillir chez soi

Apprendre à manger dès le plus jeune âge

Réunion régionale d'hémovigilance

ON SE FORME

Un nouvel Institut de formation de masseurs-kinésithérapeutes à Chambray-lès-Tours

LE COIN RH

Sandrine Colin-Ducureau, directrice du Centre Bois-Gibert à Ballan-Miré (37)

EN DIRECT DES TERRITOIRES

le Centre hospitalier de Bourges inaugure son service d'odontologie



Le Centre hospitalier Jacques Coeur de Bourges a inauguré le 15 septembre son nouveau service d'odontologie : un espace de 200 m² et trois fauteuils destinés à accueillir les patients, bien entendu, mais aussi à former les étudiants de la faculté d'odontologie de Tours, qui pourront venir y effectuer leur stage de 6^{ème} année d'une durée de 6 mois. Ce nouveau service est né d'une véritable réflexion territoriale visant à former de futurs dentistes et à leur donner envie de rester dans le département, particulièrement sous-doté avec seulement 45 chirurgiens-dentistes pour 100 000 habitants (contre 72 au niveau national). L'inauguration de la faculté d'odontologie de Tours, en 2022, a été la première étape de ce projet. Le renforcement des services odontologie de cinq centres hospitaliers de la région (Dreux, Châteauroux,

Eure-et-Loir : une meilleure prise en charge pour 50 enfants présentant des troubles du comportement



Dans le cadre du Programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC), l'ARS Centre-Val de Loire a attribué une enveloppe de 970 000 € au dispositif Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique (DITEP) d'Eure-et-Loir en vue d'élargir son accompagnement global des enfants présentant un trouble du comportement et de leur famille. « *Nous pouvons ainsi apporter une réponse à 50 enfants supplémentaires, explique Sophie Juranville, directrice du DITEP 28 : 25 en institution, avec une prise en charge ambulatoire classique, et 25 dans le cadre du dispositif Polaris, qui vise à apporter une réponse plus rapide aux enfants par une intervention dans leur milieu de vie (famille,*

Blois, Orléans et Bourges) s'inscrit dans cette dynamique : l'ARS a investi 6,37 M€ dans la création de 14 fauteuils en plus de 26 existants. La création du service d'odontologie du Centre hospitalier Jacques Coeur représente un investissement d'1 M€ financé pour moitié par l'ARS.

La concertation au cœur de la révision du zonage des médecins libéraux



Tous les deux ans désormais, la carte du « zonage » des médecins généralistes libéraux est révisée et c'est en ce moment que ça se passe. Le zonage, c'est la définition d'une carte qui permet de repérer les endroits où il manque le plus de médecins, pour y proposer des aides financières supplémentaires à ceux qui accepteraient de s'y installer ou d'y rester. Cet outil, s'il n'a pas la prétention de résoudre à lui seul les difficultés d'accès aux soins, reste un levier important car il conditionne les incitations financières versées par l'Assurance maladie. Les élus sont donc très intéressés par le zonage, ainsi que les professionnels.

Pour cette révision 2025, l'ARS Centre-Val de Loire a fait le choix d'une méthode inédite de concertation. Conformément aux orientations partagées avec les préfets et les présidents d'associations de maires, la parole a été donnée en priorité aux élus communaux. Dans chaque département, une réunion spécifique s'est tenue cet été en présence des représentants des maires, des parlementaires, des conseillers départementaux, ainsi que des acteurs de la démocratie sanitaire (conseil territorial de santé) et représentants des médecins libéraux. L'objectif était clair : parvenir à des choix assumés collectivement,

école, activités sportives, etc). Nous pouvons ainsi leur donner les outils pour travailler avec l'enfant dès l'âge de 3 ans (et non plus 6 ans, comme par le passé) et éviter que ses troubles du comportement augmentent. » Les premiers recrutements ont été engagés durant l'été : sur les 17,5 postes équivalents temps plein, 13 sont déjà pourvus, notamment dans le cadre de Polaris : « C'est une équipe pluridisciplinaire qui se déplace sur les lieux de vie de l'enfant, commente Sophie Juranville. Nous les formons pour qu'ils accompagnent les parents et fassent réellement équipe avec eux. »

Une opération de dépistage des AVC dans un centre commercial de Chartres



« Ayant travaillé toute ma vie dans la santé, j'ai vu trop de vies fracassées par des accidents vasculaires cérébraux », explique Eric Morin qui, la retraite venue, a fait de la prévention des AVC son « cheval de bataille. Via le Lion's Club, j'ai découvert l'an passé un dispositif de détection de la fibrillation auriculaire : MyDiagnostick. » Le Lion's Club de Chartres acquiert cinq de ces appareils, demande au service Cardiologie du Centre hospitalier de rédiger un protocole de prise en charge et teste le dispositif dans une pharmacie locale « Ça a tellement bien marché que nous avons trouvé des partenaires pour financer l'achat de 22 autres appareils, poursuit Eric Morin.

en travaillant sur une cartographie brute et sur les éventuelles adaptations possibles par permutation entre territoires de population équivalente. Cette démarche a permis des échanges riches et constructifs. Dans plusieurs départements, des ajustements ont été proposés et intégrés. Dans d'autres, la carte de référence a été conservée. Dans tous les cas, le principe de transparence et de dialogue a prévalu. Mi septembre, un échange approfondi a aussi eu lieu sur ce sujet en Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA), le nouveau zonage pourra donc bientôt être publié. Au-delà de cette étape réglementaire, il nous faut garder en tête l'horizon plus large : l'accès aux soins s'améliorera durablement grâce aux efforts massifs de formation engagés pour de nouveaux médecins. À mesure que les promotions plus nombreuses sortiront des facultés, nous pourrons espérer voir progressivement diminuer le nombre de territoires très fragiles, actuellement soutenus par le zonage. C'est cette perspective positive que nous devons partager avec nos partenaires et avec les habitants de la région.

Nous les avons prêtés à des pharmacies et des entreprises du département ».

Une nouvelle action de dépistage a été engagée par le Lion's Club en partenariat avec l'ARS et le service cardiologie de l'hôpital de Chartres. Elle a eu lieu le 9 septembre au centre commercial Epicentre de Barjouville (28) : les clients de passage se sont vus proposer un « test de dépistage des troubles du rythme cardiaque rapide, gratuit, indolore en 1 min ». 233 personnes ont ainsi été dépistées, dont une majorité de plus de 60 ans (71 %). Cinq d'entre elles ont été testées positives : elles ont toutes bénéficié d'une consultation de télé-expertise. L'électrocardiogramme a confirmé les troubles du rythme cardiaque de trois personnes, dont l'une était déjà suivie et traitée. Les deux autres vont bénéficier d'une consultation de cardiologie à distance. Quant aux personnes qui se sont présentées au stand de dépistage, elles ont toutes reçu, de la part des infirmières présentes, des informations sur l'AVC (symptômes, conduite à tenir, facteurs de risque, traitements, complications potentielles.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

382

cas autochtones de Chikungunya recensés en France métropolitaine entre le 1er mai au 8 septembre 2025 au cours de 49 épisodes de transmission vectorielle, à raison de 1 à 10 cas par épisode.



LA MÉTÉO SANITAIRE



Recrudescence de cas d'hépatites A

Le ministère de la Santé alerte sur la recrudescence de cas d'hépatites A en France métropolitaine : sur les 8 premiers mois de 2025, le nombre de cas déclarés (1 021) est déjà supérieur à la totalité des cas déclarés en 2024.

Cette tendance devrait malheureusement se poursuivre, portée par deux foyers épidémiques en régions Auvergne-Rhône-Alpes et Pays de Loire d'une part, et par les retours de voyage depuis

des zones où l'hépatite A circule d'autre part.

Le ministère appelle les professionnels de santé à la vigilance et rappelle la conduite à tenir pour cette maladie relevant du champ des déclarations obligatoires aux ARS.

En région Centre-Val de Loire, 23 cas ont été déclarés depuis le début de l'année 2025 contre 36 sur l'ensemble de l'année 2024.

Consultez le [bulletin régional](#) de situation épidémiologique produit par la Cellule régionale de Santé publique France en région Centre-Val de Loire.

Pour rappel, tout événement susceptible d'avoir un impact sur la santé de la population ou sur le fonctionnement de l'offre de soins doit faire l'objet d'un signalement à l'Agence régionale de santé. Le point focal régional, destiné aux professionnels, est joignable 24h/24 7j/7 au 02 38 77 32 10 et par mail à ars45-alerte@ars.sante.fr

EN BREF

Médecins volontaires : la plateforme de candidature est ouverte !

Un médecin près de chez vous : engagez-vous pour l'accès aux soins !



De trop nombreux territoires font encore face à des difficultés d'accès aux soins médicaux.

Avec le dispositif « Un médecin près de chez vous », vous pouvez vous engager volontairement et ponctuellement pour renforcer l'offre de soins dans certaines zones définies comme très prioritaires. Par votre participation, vous contribuez à offrir une solution concrète aux patients de ces territoires tout en réduisant les fractures d'accès à la santé.

Votre engagement, même limité à quelques jours dans l'année, peut avoir un impact significatif pour les patients tout en mettant en lumière les valeurs de solidarité, d'humanité et d'accompagnement qui sont au cœur de l'exercice médical. En participant, vous devenez un acteur essentiel de cet effort collectif pour garantir à chaque citoyen, sur tout le territoire, un accès simple, équitable et concret aux soins.

Prêt pour l'aventure « Un médecin près de chez vous » ? Identifiez sans plus attendre le lieu de consultation solidaire de votre choix de manière géolocalisée avec la cartographie ci-dessous et faites savoir que vous êtes volontaire [en cliquant sur ce lien](https://www.ars45.santepubliquefrance.fr/le-medecin-pres-de-chez-vous) !

Le pacte de lutte contre les déserts médicaux commence à prendre forme. Les Agences régionales de santé, les préfets, les élus et les collectivités sont en train de recruter des médecins volontaires, d'identifier des lieux de consultations et d'organiser les parcours patients pour matérialiser la promesse que chacune des 151 zones identifiées comme prioritaires pourra compter sur la présence d'un médecin. [La plateforme](#) sur laquelle les médecins volontaires peuvent se déclarer est désormais en ligne : en renseignant leur ville d'implantation (Bourges, par exemple), les médecins peuvent identifier les lieux de consultation les plus proches (les maisons de santé de Sancergues et de Guerche-sur-l'Aubois) et déposer leur candidature. Prochaine étape : la mise en ligne de

Espaces numériques de santé : une récente cyber attaque en France



Une vague de cyberattaques a récemment visé plusieurs systèmes d'information régionaux de santé en France. Le GRADeS Centre-Val de Loire suit attentivement la situation avec l'ARS Centre-Val de Loire, aux côtés des autres Groupements d'Appui au Développement de la e-Santé (GRADeS), en lien avec les acteurs nationaux (CERT Santé, Ministère). A ce jour, les principales solutions numériques régionales portées par le GRADeS Centre-Val de Loire n'ont pas été impactées. La création d'un compte usurpé a toutefois été repérée mais aucune activité frauduleuse n'a été identifiée. Ce compte a été immédiatement supprimé. Le GRADeS Centre-Val de Loire poursuit ses investigations et engage des mesures de sécurité renforcée.

l'interface de prise de rendez-vous destinée aux patients.

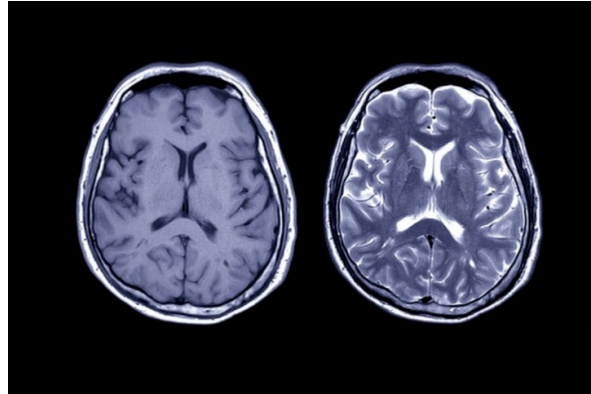
Autis'sport : sport et convivialité pour des personnes atteintes de TSA



La 12ème édition d'Autis'Sport a eu lieu les 17 et 18 septembre à Chinon (37) : cette manifestation initiée par la fédération Autisme Centre-Val de Loire rassemble une quarantaine d'adolescents et d'adultes atteints de troubles du spectre autistique (TSA) ainsi qu'une trentaine d'accompagnants autour d'un programme convivial autant que sportif. « Nous ne sommes pas dans un esprit de compétition, explique Dorine Bourgeois, chargée de missions aux Maisonnées, l'association qui co-organise cette édition avec Enfance & Pluriel. Nous voulons faire découvrir des activités physiques adaptées tout en favorisant la rencontre et la socialisation. » De ce point de vue, la soirée festive du mercredi 17 a un rôle aussi important que le programme sportif du jeudi, qui mêle aux sports classiques (cyclisme, rugby, biathlon) des jeux traditionnels de la région (la boule de fort, le choule à crosse, le relais des meuniers, la balle au tambourin...)

Cet événement nous rappelle l'importance d'une mobilisation constante de tous sur le risque cyber.

De nouveaux crédits pour la prise en charge des maladies neurodégénératives



Dans le cadre de la stratégie nationale Maladies neurodénégatives 2025-2030 qui vient tout juste d'être publiée, la région Centre-Val de Loire bénéficie de nouveaux crédits en faveur des prises en charge à domicile et en établissements.

L'axe 4 de la stratégie (« renforcer l'accompagnement à domicile ») prévoit d'ici à 2030 un doublement de la capacité de prise en charge des équipes spécialisées pour permettre des interventions précoces à domicile (mesure n°20). Dans ce cadre, la région Centre-Val de Loire se voit allouer 300 000 € en 2025, soit 15 nouvelles places. L'axe 5 de la stratégie (« répondre aux besoins complexes en établissements ») prévoit, toujours d'ici à 2030, une généralisation des Pôles d'activités et de soins adaptés (PASA) dans tous les EHPAD (mesure n°30). Dès cette année, la région bénéficiera de 1 264 362 € de crédits : de quoi constituer environ 16 PASA.

EN PRATIQUE

Les tout petits au cœur de la Semaine de la sécurité des patients

En 15 ans, la Semaine pour la sécurité des patients (SSP) s'est inscrite dans le paysage : elle vise à sensibiliser les professionnels de santé et le grand public à l'importance de la sécurité des soins, en favorisant le dialogue entre soignants et soignés pour renforcer la qualité des prises en charge. Elle se déroule cette année du 15 au 19 septembre sur le thème « Des soins sûrs pour

chaque nouveau-né et chaque enfant », en écho à la Journée mondiale de la sécurité des patients organisée par l'OMS (le 17 septembre) consacrée à la « La sécurité des patients dès le départ ! » Les nouveau-nés et les enfants étant particulièrement vulnérables, cette semaine est l'occasion de promouvoir des pratiques sécurisées dès la naissance et tout au long de l'enfance. A cette occasion, l'[OMéDIT](#) propose des outils en libre accès sur la Prise en charge médicamenteuse (PECM) avec une affiche « [Pour les dosettes, lire l'étiquette](#) » ainsi qu'une fiche de bonnes pratiques « [Eviter les confusions entre unidoses](#) ».

APPELS À PROJETS

Renouvellement des représentants usagers en commission usagers (CDU)

Fonds d'innovation organisationnelle en psychiatrie FIOP 2025

Renouvellement de la reconnaissance contractuelle des lits identifiés en soins palliatifs (LISP) pour les établissements autorisés en Médecine

Santé mentale : déposez votre candidature pour obtenir le label Grande cause nationale (GCN) 2025 « Parlons santé mentale ! »

Dispositif de contrat d'allocation d'études (CAE) - campagne d'appel à candidatures

Dispositif d'accompagnement de la formation IPA - Campagne d'appel à candidatures 2025-2026

Dispositif prime d'attractivité estivale nouveaux diplômés - Campagne d'appel à candidatures 2025 à destination des établissements sanitaires

AMI Le numérique, en soutien aux organisations territoriales en santé en Centre-Val de Loire

AU PROGRAMME

Forum Culture et santé à Bois

Le **24 septembre** entre 15 h et 18 h, le réseau Culture Santé Centre-Val de Loire organise le Forum Culture et Santé 41 : l'occasion de découvrir les initiatives développées dans le département et de rencontrer d'autres acteurs en vue de futures coopérations.

Programme [ici](#) et inscription [là](#).

Dépistage de l'insuffisance cardiaque à Chartres

Forum Bien vieillir chez soi

A l'occasion de la 35ème Journée internationale des personnes âgées, le CRT Loiret Sud-Est et la ville de Gien organisent le **1er octobre** le Forum du bien vieillir chez soi.

Salle Cuiry à Gien de 10 h à 19 h.

Programme [ici](#).

Apprendre à manger dès le plus jeune âge

Le **25 septembre** de 10 h à 16 h, le service cardiologie du Centre hospitalier Louis Pasteur de Chartres organise dans son hall d'accueil une journée d'information et de dépistage de l'insuffisance cardiaque.

10ème anniversaire de l'Équipe relais Handicaps rares

Le **26 septembre**, l'Équipe relais Handicaps rares du Centre-Val de Loire célèbre ses 10 ans en organisant une journée d'échanges et de rencontres. Programme et inscription [ici](#).

Formation sur la place de l'échographie dans le diagnostic de l'endométriose

le **27 septembre** à Tours. « Place et bonne pratique de l'échographie dans le diagnostic précoce et la prise en charge de l'endométriose » : DPC à destination des radiologues, gynécologues, médecins généralistes échographistes et sages-femmes échographistes. Programme [ici](#).

Le **14 octobre** entre 14h et 17h15 se tiendra un forum santé consacré à l'alimentation des enfants. Il mettra notamment l'accent sur la réduction du sucre et du sel. Organisée par la Délégation départementale du Loiret de l'ARS Centre-Val de Loire, cette manifestation est portée par le Conseil Territorial de Santé (CTS) du Loiret : elle est destinée aux professionnels de santé mais vise aussi à sensibiliser élus et à promouvoir les initiatives locales. Salle Eiffel, 17 rue de la Tour Neuve, Orléans. Inscription [ici](#).

Réunion régionale d'hémovigilance

La réunion régionale d'hémovigilance aura lieu le **25 novembre** de 13h30 à 16h30 au CHU d'Orléans (salle Guillaumeau, 1er sous-sol). Elle sera consacrée aux différentes méthodes de formation mises en place pour les acteurs de la transfusion sanguine. Programme [ici](#).

Faites connaître vos événements dans l'agenda de la Lettre Pro en écrivant à ARS-CVL-COMMUNICATION@ars.sante.fr

LE COIN RH

NOMINATION



Sandrine Colin-Ducreau, directrice du Centre Bois-Gibert à Ballan-Miré (37)

Elle est entrée dans le monde de la santé par la porte des finances : « Après un DECS (Diplôme d'études comptables supérieures), j'ai été recrutée par une clinique chirurgicale à la direction financière. Cet univers m'a passionnée ! », se souvient Sandrine Colin-Ducreau, dont une clinique de cardiologie d'Eure et Loire. « où l'on parlait de Bois-Gibert avec beaucoup d'admiration : c'était vraiment la référence en cardiologie. » Après 25 ans de carrière, alors même qu'elle envisage en famille de quitter la région parisienne, elle entend dire que la direction de Bois-Gibert est vacante. L'occasion est trop belle : elle est aujourd'hui directrice de

cet établissement de 140 personnes spécialisé en réadaptation cardiovasculaire ainsi qu'en déficience visuelle (centre régional basse vision). « C'est un superbe établissement avec plein de projets », se réjouit Sandrine Colin-Ducreau. Le centre cardiovasculaire développe notamment l'accueil de jour, pour accueillir les patients sur une demi-journée, « ce qui répond autant à leurs attentes qu'à celles des tutelles ». Bois-Gibert, c'est aussi un Etablissement de santé privé d'intérêt collectif (ESPIC) par Vyy 3 Centre-Val de Loire, « un groupe non lucratif dont j'apprécie les valeurs. »

ON SE FORME

DTS Imagerie médicale et radiologie thérapeutique à Châteauroux

Pour sa toute première rentrée, le DTS IMRT (Imagerie médicale et radiologie thérapeutique) du Lycée Blaise Pascal à Châteauroux a fait le plein sur Parcoursup avec 249 vœux confirmés pour seulement 21 places. Ce cursus en trois ans (niveau Licence) forme au plus près des structures médicales de futurs manipulateurs en électroradiologie médicale (MERM) : des professionnels de santé qui, sur prescription et sous la responsabilité d'un médecin, participent directement à la réalisation des investigations relevant de l'imagerie médicale (radiologie classique, scanographie, IRM), de la médecine nucléaire et des traitements (

Tout savoir sur cette formation [ici](#).

LA SANTÉ RECRUTE



CHU d'Orléans, la fiche de poste pour le recrutement d'un nouveau directeur général est disponible sur le site du Conseil national de gestion

Médecin psychiatre (H/F) - Beaumont Louestault (37)

Médecin en qualité des soins au CHU d'Orléans

Médecin Spécialiste à Langeais (37)

Gestionnaire administratif et budgétaire - personnes à difficultés spécifiques H/F - à Orléans

Chargé de veille et de surveillance sanitaire H/F- à Bourges

Charge de mission en santé H/F - à Tours

**S'abonner à la Lettre
Pro ARS Centre-Val
de Loire**

**Consulter les Lettres
Pro précédentes**

**Proposer un sujet,
un événement, une
offre d'emploi...**



La Lettre Pro - 81 du 19 septembre 2025

Directrice de la publication : Clara de Bort

Réalisation / rédaction : Communication ARS Centre-Val de Loire

Crédit photos : ARS Centre-Val de Loire

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos communications, [suivez ce lien](#)